

Japan Analysis

La Lettre du Japon

n° 14
janvier 2009

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Asô recule et tâtonne, ses adversaires se multiplient

2. Crise financière mondiale et crise sociale japonaise

Par Bernard Thomann, maître de conférences à l'Inalco.

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Ishida Hidetaka, Sugita Atsushi, « Comment remettre la politique sur pied ? En finir avec la politique-spectacle », *Sekai*, novembre 2008, p. 129-137.

Okazaki Hisahiko, Kaifu Toshiki, Sassa Atsuyuki, Takemura Masayoshi, Nakajima Mineo, Nakanishi Terumasa, Hata Tsutomu, Hirano Sadao, Fudesaka Hideyo, Yamamoto Takuma, Yayama Tarô, « Peut-on faire confiance à Ozawa Ichirô ? », *Shokun*, décembre 2008, p. 38-59

Kaneko Masaru, « Destruction de l'économie ou voie de la nouvelle croissance ? », *Sekai*, novembre 2008, p. 120-128.

Tahara Sôichirô, Edano Yukio, Shiozaki Yasuhisa, « Pourra-t-on surmonter les difficultés avec Asô et Ozawa ? », *Chûôkôron*, janvier 2009, p. 98-107.

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Asô recule et tâtonne, ses adversaires se multiplient

Le Premier ministre revient sur certaines des réformes entreprises par ses prédécesseurs : la réforme de la Poste, l'intégration au budget général du budget de construction des routes, la rigueur budgétaire. Dès le mois de novembre 2008, il indiquait son intention de geler la privatisation de la Poste, censée s'opérer d'ici à 2017, en application de la réforme de M. Koizumi, avant d'ajouter qu'il n'avait fait que dire que l'État ne vendrait pas ses actions tant qu'elles n'auraient pas monté¹.

M. Asô hésite par ailleurs dans la gestion de la crise économique : le second budget extraordinaire de validation des comptes de l'année 2008 n'a été présenté à la Chambre haute que le 15 janvier 2009, et, après avoir déclaré le 30 octobre que tous les ménages bénéficieraient d'une allocation, il a dit vouloir soumettre celle-ci à des conditions de ressources². Interrogé lors d'une conférence de presse le 7 janvier, il s'est abstenu d'indiquer si lui-même renoncerait à cette somme le cas échéant³.

Les voix discordantes se multiplient au PLD dans l'attente d'une échéance électorale dont la date demeure incertaine.

Des groupes de travail se créent, rassemblant parfois jusqu'à une soixantaine de parlementaires : le groupe pour le maintien de la privatisation de la Poste, qui comprend Koizumi et Abe ; celui pour la sûreté du quotidien, autour de Nakagawa Hidenao. L'affaiblissement du PLD que la création de ces groupes révèle rappelle 1993. La majorité des deux tiers des membres présents qui autorise le passage en seconde lecture d'un texte voté par la Chambre basse (article 59 de la Constitution) ne serait plus atteinte si 50 membres du PLD s'abstenaient ou

s'absentaient, ou si 17 votaient contre (tous étant présents)⁴.

Certaines des associations et ligues parlementaires qui ont récemment vu le jour⁵ :

— Le « rassemblement pour le maintien et l'avancée de la privatisation de la Poste », dont font partie Koizumi Jun'ichirô, Abe Shinzô, Nakagawa Hidenao, Sonoda Hiruyuki, Koike Yuriko, et Ishihara Nobuteru, notamment, compte 60 membres.

— Le cercle de Râ (du nom du dieu égyptien), groupe non partisan, se réunit autour de Katô Kôichi et Yamazaki Taku.

— Le groupe de travail pour un quotidien assuré comprend 60 membres, parmi lesquels Abe Shinzô, Nakagawa Hidenao, et Shiozaki Yasuhisa.

— La réunion des parlementaires pour une dissolution rapide se compose de 48 parlementaires, dont Shiozaki Yasuhisa et Watanabe Yoshimi.

— La ligue parlementaire pour la révision du système de sécurité sociale comprend notamment Nakagawa Hidenao et Koike Yuriko.

— Le groupe pour l'élection de Yosano à la tête du PLD a été créé autour de Yosano Kaoru. Sonoda Hiroyuki, Gotôda Masazumi en font partie.

— Hanahashi Yasufumi, Yamamoto Ichita, notamment, sont membres de l'assemblée pour une budgétisation complète des ressources fiscales spéciales pour les routes.

— L'assemblée pour une renaissance de la politique faite avec les yeux des citoyens compte 6 membres dont Yamamoto Ichita et Mizuno Ken'ichi

— L'assemblée qui revitalise le Japon de toutes ses forces, favorable, elle, à Asô, a réuni 54 parlementaires et 36 suppléants ou secrétaires présents dans une réunion du 6 janvier 2009. Imazu Hiroshi, Kojima Toshio et Endô Toshiaki en sont membres.

1. « Yûseimin'eika, Jimin tairitsu sainen » (Regain d'opposition au PLD contre la privatisation de la Poste), *Yomiuri shimbun*, 23 novembre 2008.

2. « Shushô hihan miuchi kara » (Une critique du Premier ministre de l'intérieur), *Yomiuri shimbun*, 8 janvier 2009.

3. Le compte-rendu intégral de la conférence de presse figure sur le site du *Mainichi shimbun* : <http://mainichi.jp/select/seiji/primeminister/news/20090107mog00m010027000c.html>

4. « 17 nin hantai nara saikaketsu dekizu » (Si 17 s'opposent, le passage en seconde lecture devient impossible), *Yomiuri shimbun*, 10 décembre 2008.

5. Sources : *Yomiuri shimbun* et *Aera*.

Nakagawa Hidenao est partisan d'une augmentation de la TVA qui n'a pas été insérée dans le programme triennal du parti et a été repoussée à 2011. Le ministre de l'Intérieur Hatoyama Kunio fait aussi partie des déçus d'Asô. Les parlementaires plus jeunes ne cachent pas leur insatisfaction : Yamauchi Kôichi, élu pour la première fois en septembre 2005 dans la préfecture de Kanagawa, trouve insuffisantes les mesures d'aide aux PME ; Mizuno Ken'ichi, élu pour la première fois en 1999 et ancien secrétaire parlementaire aux affaires étrangères (*gaimudajin seimukan*), considère qu'Asô revient sur l'intégration au budget général des dépenses autoroutières réalisée par Fukuda⁶. De fait, le Premier ministre projette de créer un Fonds de revitalisation régionale dont 80% des ressources serviraient à l'entretien et à l'amélioration du réseau routier.

Toutefois, seuls les parlementaires dont l'assise électorale sera suffisante pour qu'ils l'emportent sans l'appui du parti dans les circonscriptions uninominales envisagent réellement de faire sécession – les autres ne font qu'exprimer leur désapprobation de la politique du gouvernement. C'est le cas de Watanabe Yoshimi, homme politique de troisième génération qui fait partie de la ligue parlementaire pour la dissolution et s'est séparé du PLD le 13 janvier. Watanabe avait voté la motion présentée par le Minshutô à la Chambre basse le 24 décembre demandant la dissolution de la Chambre. Il s'est d'abord défendu de songer à quitter le parti avant d'annoncer, le 8 janvier, qu'il le quitterait en effet si le Premier ministre ne dissolvait pas la Chambre. Il ne semble pourtant pas disposé encore à créer son parti.

Si le parti sortait indemne des élections, sa direction sanctionnerait peut-être les membres du parti qui s'en seraient détachés. Huit parlementaires, dont Katô Kôichi, s'étaient absentés lors du vote d'une motion de défiance du gouvernement Mori, le 21 mars 2001 : ils avaient été suspendus du parti pendant trois mois avec un blâme. Katô Kôichi et Koga Makoto avaient reçu un blâme après avoir quitté l'hémicycle lors du vote du déploiement des FAD en Irak. 59 parlementaires, dont Norota Hôsei et Noda Seiko avaient été exclus du parti⁷.

6. « Han asô 48nin risuto » (La liste des 48 opposants d'Asô), *Aera*, 22 décembre 2008, p. 74.

7. « Heisoku jimin ni hamon » (Les répercussions des blocages au PLD), *Yomiuri shimbun*, 25 décembre 2008.

Devant la baisse de popularité du Premier ministre – 72% de mécontents⁸ –, les observateurs pronostiquent désormais que jusqu'à 70 des 83 « enfants de Koizumi » pourraient perdre leur siège. Pour les parlementaires du Jimintô dont le siège est en péril, les groupes de travail et ligues parlementaires leur permettent de se démarquer d'Asô et d'essayer de conforter leur position. Le PLD, qui se souciait moins des circonscriptions à la proportionnelle que des circonscriptions uninominales et cédait les premières au Kômeitô, qui lui accordait ses voix dans les secondes en échange, porte désormais également son attention sur elles⁹.

De fait, la popularité d'Asô ne cesse de chuter. Il a enregistré l'un des plus importants écarts de popularité entre deux sondages consécutifs, voyant sa popularité baisser de moitié entre novembre et décembre, de 41,9% à 20,9%. En septembre 1997, Hashimoto Ryûtarô était passé de 44,1% à 12% ; Mori Yoshirô, de 27,9% à 14% en mai 2000 ; Koizumi Jun'ichirô, de 53% à 24,6% en février 2002 ; Abe Shinzô, de 27,2% à 11,1% en août 2007. La popularité d'Ozawa Ichirô est en hausse en janvier, avec 39% d'opinions favorables.

Le PLD reste pourtant plus populaire (29%) que le Minshutô (26%), et les personnes sondées jugent plus probable une reconfiguration de la scène politique (38%) ou un gouvernement du PLD dans une coalition élargie (24%) qu'un gouvernement essentiellement Minshutô (22%) ou PLD (12%)¹⁰.

2. Crise financière mondiale et crise sociale japonaise

Le Japon aurait moins souffert de la crise des subprimes, qui a contaminé l'ensemble de la planète, que les États-Unis ou les pays européens. Les institutions financières japonaises, échaudées par la crise qu'elles ont connue au cours des années 1990, auraient en effet relativement peu touché à ces produits. Alors que les institutions financières américaines et européennes ont, les unes et

8. Selon les résultats d'un sondage du *Yomiuri shimbun* paru dans l'édition du 12 janvier 2009.

9. « Jimin hirei taisaku wo kyôka » (le PLD renforce sa politique en direction des circonscriptions à la proportionnelle), *Yomiuri shimbun*, 3 janvier 2009.

10. Selon les résultats d'un sondage du *Yomiuri shimbun* paru dans l'édition du 12 janvier 2009.

les autres, essuyé des pertes d'environ 100 000 milliards de yens (830 milliards d'euros), au Japon, ces pertes ont « seulement » atteint une somme allant de 5 000 à 10 000 milliards de yens (entre 42 et 83 milliards d'euros)¹¹.

Néanmoins, pays exportateur, profondément dépendant de l'état de l'économie globale, l'archipel commence déjà à souffrir dans son économie réelle. Ses grandes entreprises exportatrices pâtissent de la hausse du cours du yen, qui s'est renchéri de 20% environ depuis un an. La baisse de la consommation aux États-Unis les touche aussi de plein fouet, d'autant plus que nombre d'entre elles se sont spécialisées dans des produits haut de gamme (tels que les automobiles Lexus ou les appareils électroniques les plus sophistiqués), que les consommateurs américains avaient justement pu acheter grâce au gonflement de la valeur de leur produit immobilier. Le Japon pourrait se rassurer en constatant qu'avec 159 milliards d'euros le volume de ses échanges avec la Chine continentale a dépassé, au cours de l'année budgétaire 2006-2007, celui de ses échanges avec les États-Unis. Néanmoins le Japon est aussi affecté dans ses exportations vers la Chine, dont beaucoup sont constituées de produits non finis qui entrent dans la fabrication de produits finis destinés en dernier lieu aux États-Unis.

Ces sombres perspectives concernant le marché extérieur sont d'autant plus inquiétantes pour la croissance japonaise que la progression continue de l'économie du Japon depuis 2002 fut essentiellement tirée par les grandes entreprises manufacturières exportatrices et les grandes banques, qui affichaient des profits record et qui avaient vu la valeur de leurs titres s'envoler, dépassant même les meilleures années de la période de la bulle spéculative à la fin des années 1980. Les titres de ces grandes banques et de ces grandes entreprises manufacturières ont précisément commencé à baisser, et cette baisse est d'autant plus sérieuse que, sur le marché des actions japonaises, environ 60% des acquéreurs sont étrangers. En effet, les étrangers qui avaient acquis leurs actions quand le marché était bas les vendent aujourd'hui pour couvrir leurs pertes. Ainsi, le cours de l'action Toyota, qui était monté à 117,59 dollars au mois de février 2008, était tombé, le 15 janvier 2009, à 63,89 dollars.

11. Harada Yasushi, « Sekai kin'yû kiki no Nihon e no eikyô » (Les répercussions de la crise financière mondiale sur le Japon), *Sekai*, n° 786, janvier 2009, p. 202.

C'est donc à un double choc que sont confrontées les entreprises japonaises : le renchérissement du yen, qui touche les entreprises exportatrices (par exemple, 80% des profits de Toyota viennent de l'exportation), et la baisse du cours des actions en yens, qui diminue la valeur de leur capital.

Si le Japon avait connu une croissance ininterrompue depuis 2002, des voix s'étaient néanmoins déjà élevées – notamment celle de Niwa Uichirô, président de Itochû¹² – pour avertir des fragilités d'un régime de croissance reposant trop exclusivement sur le marché extérieur et les marchés financiers. En effet, même pendant cette période apparemment faste, les industries dépendant le plus de la demande intérieure avaient connu de plus médiocres résultats. L'activité des secteurs de la construction ou des produits de consommation non durables (alimentation, habillement ou dépenses de loisirs), directement liée au pouvoir d'achat de la population, avait même reculé au cours des années 2003, 2004 et 2005¹³. Une croissance reposant sur la bonne santé et l'augmentation de la valeur boursière des banques et des grandes entreprises exportatrices et, d'un autre côté, la faiblesse du marché intérieur, handicapé par la stagnation des salaires, ont ainsi représenté les deux faces d'une même pièce.

Si les grandes entreprises ont connu de tels profits et pu augmenter leur valeur boursière, c'est parce qu'elles ont fait des efforts considérables pour réduire le coût de la main-d'œuvre. Premièrement, elles ont été aidées par la faiblesse des syndicats japonais, qui ont été incapables de défendre les salaires. Les pourcentages de hausse annuelle des salaires ont été plus faibles depuis 2002 – s'étant échelonnés, dans les grandes entreprises, entre un minimum de 1,63% en 2003 et un maximum de 1,99% en 2008 et, dans les PME, entre 1,17% en 2003 et 1,55% en 2008 – qu'ils ne l'avaient été pendant la « décennie perdue », période pendant laquelle ces hausses avaient toujours été assez largement supérieures à 2%, y compris pour les PME et durant les années de récession. Les hausses

12. Interview de Niwa Uichirô, « Daini no odoriba ni kita Nihon keizai » (L'économie japonaise est arrivée à un second plateau), *Sekai*, n° 750, mars 2006, p. 96-101.

13. Tachimatsu Kiyoshi, « Nihon keizai keiki 'kaifuku' no jittai » (La réalité du rétablissement de l'économie et de la croissance japonaises), *Shakaishugi*, n° 514, juillet 2006, p. 5-13.

de salaires ont même été négatives pour la première fois depuis plusieurs décennies à partir de 2000, si l'on utilise l'index des salaires de Laspeyres qui permet de calculer le pouvoir d'achat du salaire d'un ménage, et donc l'évolution du niveau de vie.

Deuxièmement, cette baisse des salaires a aussi été rendue possible par une réforme de la gestion « à la japonaise » : le système de salaire à l'ancienneté a été considérablement assoupli avec l'introduction de systèmes de salaire aux objectifs et à l'année (*nenpōsei*). Ce dernier a permis de mieux rémunérer les plus performants et de ralentir la progression salariale de la majorité.

Troisièmement, les entreprises ont été aidées par une politique de déréglementation du marché du travail qui s'est concrétisée par des réformes profondes du Code du travail à la fin des années 1990 et qui leur a autorisé un plus large recours à des formes d'emploi atypiques, comme le travail intérimaire¹⁴, le temps partiel ou les contrats à durée déterminée. La part des salariés atypiques est ainsi passée de 15% en 1992 à plus de 37,8% en 2007.

Si la croissance n'a pas réellement profité aux salariés japonais, la crise les touche en revanche déjà très durement. Lors d'une conférence de presse, Mitarai Fujio, président du Keidanren, la principale organisation patronale, a récemment accusé « le management à l'américaine, fondé sur le marché », d'être à l'origine de la crise, Okamura Tadashi, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tokyo déclarant qui plus est que ce « management à l'américaine était en faillite »¹⁵. Pourtant, à la fin de l'année 2008, selon une enquête de l'agence Kyōdō, sur seize¹⁶ des principales entreprises manufacturières interrogées, cinq prévoient toujours de distribuer de plus importants dividendes et cinq de maintenir ceux de l'année précédente malgré la perspective de profits en baisse.

14. La révision de 2003 de la Loi sur le travail intérimaire (*Rōdō hakenhō*) a permis l'utilisation de salariés intérimaires pour des tâches manufacturières.

15. *Asahi shimbun*, 24 décembre 2008.

16. Il s'agissait des constructeurs Toyota, Nissan, Honda, Mazda, Suzuki, Isuzu, de l'équipementier Denso, et des entreprises d'électronique Canon, Sony, Ricoh, Sharp, Fujitsu, NEC, Panasonic, Toshiba et Hitachi.

Dans ces conditions, l'emploi reste la principale variable d'ajustement. Ainsi, depuis le mois d'avril 2008, ces entreprises ont procédé à 40 000 suppressions d'emploi. De plus, en ce début d'année, Toyota a annoncé vouloir supprimer 3 000 emplois temporaires, c'est-à-dire réduire de moitié cette main-d'œuvre non régulière. NSK, le principal manufacturier japonais de produits de roulements et mécatroniques et de composants automobiles, a lui annoncé le licenciement de 2 000 salariés temporaires, représentant 80% de cette main-d'œuvre. Nissan a même annoncé la délocalisation de la production d'un de ses modèles en Thaïlande, une première concernant un modèle destiné au marché japonais.

Ces mesures ne vont malheureusement que contribuer à renforcer une tendance à l'œuvre depuis les années 1990 : la paupérisation d'une partie grandissante de la population japonaise et l'aggravation des inégalités. Une étude de l'OCDE de 2005 qui fit grand bruit dans les médias indiquait un taux de pauvreté au Japon à 15% _ le double du chiffre d'il y a dix ans _ plaçant le pays parmi les cinq pays les plus inégalitaires de l'organisation avec le Mexique, les États-Unis, la Turquie et l'Irlande. Cette pauvreté s'est révélée de manière spectaculaire à la fin de l'année, quand le parc de Hibiya, qui borde le palais impérial et le quartier des ministères, se trouva recouvert de tentes accueillant des sans-abri, dont une importante proportion étaient des travailleurs temporaires ou intérimaires au chômage. Si le village de tentes a été fermé début janvier, ses habitants ayant été temporairement relogés pour l'hiver, la situation générale ne peut que se détériorer, le gouvernement prévoyant, d'ici au mois de mars 2009, une perte d'emploi pour 85 000 travailleurs, dont 2 150 risquent de devenir sans-abri¹⁷.

Face à cette situation, le gouvernement a annoncé une suite de mesures d'urgence comme des réductions d'impôt, des prêts pour les petites entreprises et les chômeurs, d'éventuelles injections de fonds publics dans le capital des banques. Néanmoins, la mesure qui suscite le plus de débats consisterait à distribuer 2 000 milliards de yens (16,3 milliards d'euros) directement à la population, sous la forme d'une allocation unique en argent liquide qui atteindrait par exemple 64 000 yens pour un couple avec deux enfants à charge. Le parti démocrate s'oppose à cette mesure, la jugeant inefficace.

17. *Asahi shimbun*, 6 janvier 2009.

Si elle est si controversée, c'est qu'elle illustre sans doute à l'extrême une des contradictions de la politique économique et sociale du gouvernement japonais depuis une dizaine d'années. D'un côté, le pouvoir a contribué à saper l'espoir d'un renforcement du marché intérieur en facilitant une politique de baisse des salaires des entreprises, tout en engageant régulièrement, d'un autre côté, des plans coûteux de relance néokeynésiens. En réalité, nombreux sont les membres de la majorité qui s'accrochent encore aux résidus d'une politique sociale néocorporatiste présentant l'avantage d'entretenir les liens de clientélisme avec les électeurs et les pourvoyeurs de fonds¹⁸, mais est de plus en plus en décalage avec le fonctionnement des relations de travail et n'offre pas, pour cette raison, un cadre propice au rétablissement de la confiance. En effet, de 2001 à 2005, la part accordée au travail dans la valeur ajoutée a reculé de 69,2% à 60,2% dans l'industrie manufacturière. Cette baisse de la part du travail dans la richesse nationale est inquiétante, car c'est justement grâce à un taux d'épargne élevé que les entreprises et l'État ont pu investir à long terme dans la formation et compenser le manque de ressources naturelles par un capital humain de qualité. En effet, si le Japon a été longtemps caractérisé par un taux d'épargne particulièrement élevé, celui-ci a véritablement plongé les dernières années, passant de 15% en 1991 à 8% en 2005.

Un autre symbole du délitement d'un modèle d'intégration sociale japonais qui fut capable de nourrir une croissance relativement égalitaire par la valorisation du capital humain serait l'apparition des *freeters* (« *free arbeiter* ») et des *Neet* (*Not in education, employment or training*). Les premiers alimentent le besoin de plus en plus grand des entreprises en emplois atypiques et les seconds, jeunes totalement déconnectés du monde du travail ou des cursus de formation y menant, montrent, selon l'économiste Tachibanaki Toshiaki, à quel point le pays a perdu sa capacité à gérer rationnellement ses ressources humaines, phénomène d'autant plus grave que se profile, pour des raisons démographiques, une importante pénurie de main-d'œuvre¹⁹. La

18. Gavan McCormack, « From Number One to Number Nothing : Japan's *Fin de siècle* Blues », *Japanese Studies*, vol. 18, n°1, 1998, p. 36.

19. Tachibanaki Toshiaki, « Kakusa kakudai yugameru Nihon no jinteki shigen » (Les ressources humaines du Japon gâchées par l'accroissement des inégalités), *Sekai*, n° 750, mars 2006, p.189.

démographie reste bien sûr un motif d'inquiétude majeur pour l'avenir et pour la viabilité des dispositifs d'assurance sociale. Cependant, la crise engendrée par la perte de plus de 50 millions de plans de retraite à la suite de changements dans les procédures comptables tend à accroître l'anxiété vis-à-vis de l'avenir. De plus, le gouvernement semble toujours incapable de donner des perspectives claires à la population concernant la hausse de la TVA, alors que beaucoup de spécialistes estiment que celle-ci devra être relevée à cause du déficit budgétaire et du coût croissant de la protection sociale lié au vieillissement de la population. Le Premier ministre Koizumi avait pourtant affiché comme objectifs un déficit zéro en 2011 et un budget excédentaire à l'horizon 2015.

Bien sûr, le Japon ne manque pas d'atouts, et le premier d'entre eux est d'être aujourd'hui capable, contrairement à la France, d'investir dans la recherche-développement²⁰. Néanmoins, alors que l'illusion d'une croissance reposant sur une politique de déréglementation et dépendant du secteur financier s'est effondrée, il semble certain que le gouvernement japonais ne pourra plus faire l'économie d'une redynamisation et même d'une réinvention de sa politique sociale.

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Ishida Hidetaka, Sugita Atsushi^a, « Comment remettre la politique sur pied ? En finir avec la politique-spectacle », [Seiji wo dô tatenasou ka. Media poritikusu no hateni], *Sekai*, novembre 2008, p. 129-137.

Interrogés par la revue Sekai, deux universitaires commentent la relation des hommes politiques et des médias et comparent la politique japonaise à celle d'autres démocraties.

Ishida : Entre 2000 et 2005, les démocraties avancées ont fonctionné de manière relativement stable sur un plan formel. Au

20. Voir Jean-François Sabouret (sous la direction de), *L'Empire de l'intelligence – Politiques scientifiques et technologiques du Japon depuis 1945*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

^a Respectivement enseignant au département de journalisme de l'université de Tôkyô et enseignant en droit à l'université de droit et de science politique (Tôkyô).

Japon, cela a correspondu à la période Koizumi. L'Italie a, comme le Japon, une tradition de gouvernements brefs et, comme Koizumi, Berlusconi est resté longtemps au pouvoir. Les deux gouvernements ont eu aussi pour points communs de poursuivre une politique néolibérale de déréglementation et de placer la communication au centre de leur politique, ainsi que de suivre les États-Unis dans leur réflexion sur l'ordre international et la guerre en Irak. Après Koizumi, le Japon a connu les deux brefs gouvernements d'Abe et de Fukuda ; Brown a succédé à Blair, Prodi à Berlusconi, et, comme pour Sarkozy en France ou Lee Myung-bak en Corée du Sud, la popularité de ces leaders a rapidement chuté. Certes, les cultures et les systèmes politiques diffèrent. Dans le cas du Japon, il n'est pas survenu d'acteur politique performant, doué d'une certaine largeur de vues, qui ait suscité l'adhésion de la population à un objectif de long terme.

Sugita : La politique qui paraissait si proche de la population sous Koizumi détruisait en fait la politique. Le marché détermine désormais une part importante de nos vies et, en définitive, les hommes politiques sont sans véritable pouvoir : il ne leur reste plus que les apparences.

Ishida : Koizumi a retiré au PLD ses appuis traditionnels en déplaçant le pouvoir des régions aux communes. Pour compenser, il a eu recours aux médias et a sollicité l'aide du Kômeitô. (...) L'élection présidentielle aux États-Unis prend une année entière et la population communique son énergie au candidat tout au long de cette année. Par comparaison, les campagnes au Japon ne durent que quinze jours et, comme elles se déroulent surtout par posters et camionnettes à haut-parleurs, les partis n'ont pas le temps d'exposer et de confronter véritablement leurs propositions. Les journalistes ne sont pas assez offensifs, si bien que les hommes politiques ne sont pas élus pour leur expérience ou par une mise à l'épreuve de leurs compétences.

(...) La division de la Diète était une occasion de réintroduire le débat au centre de la politique. Je pense que les partis en ont été conscients, mais cela ne s'est pas produit. Les médias n'ont cessé d'affirmer que la situation était funeste, ont exclu d'y voir une possibilité de penser la politique d'une nouvelle manière, et les partis les ont écoutés.

Okazaki Hisahiko, Kaifu Toshiki, Sassa Atsuyuki, Takemura Masayoshi, Nakajima Mineo, Nakanishi Terumasa, Hata Tsutomu, Hirano Sadao, Fudesaka Hideyo, Yamamoto Takuma, Yayama Tarô, « Peut-on faire confiance à Ozawa Ichirô ? » [Makasete î no ka ozawa ichirô ni], *Shokun*, décembre 2008, p. 38-59

Ancien diplomate et commentateur politique, Okazaki Hisahiko évoque un souvenir personnel d'Ozawa Ichirô, en 1998.

J'ai rencontré Ozawa Ichirô une fois, quand la coalition PLD-Parti libéral cherchait à faire adopter la loi sur les situations de crise environnantes. J'avais été invité par un membre du Parti libéral à assister à une réunion de la commission de sécurité du parti.

Une discussion s'est engagée sur l'argument onucentriste d'Ozawa [selon lequel les FAD doivent pouvoir être déployées dès lors qu'existe une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies]. Je ne me suis pas rendu compte alors que se dessinait devant moi ce qui constitue encore un point d'achoppement essentiel entre majorité et opposition. J'ai fini par dire que ces propos étaient ceux d'un directeur de service (tout en pensant qu'ils étaient plutôt ceux d'un étudiant), pas ceux d'un homme appelé à devenir un grand homme politique. Je ne me souviens plus si Ozawa a ri ou non de cette sortie.

Les deux partis n'ont jamais pu s'entendre pour faire figurer la sécurité dans leur programme commun, et cette commission est devenue un lieu d'audition d'experts plutôt qu'une enceinte produisant des propositions politiques. Je n'ai pas compris le long discours d'Ozawa alors et ne comprends toujours pas sa position. Je ne pense pas qu'un homme politique ou un commentateur puisse affirmer partager sa vision. Je comprends pourtant fort bien – je ne comprends que trop bien – le milieu politique. Je comprends les calculs qui conduisent la Chambre haute à adopter une résolution d'opposition à la loi antiterroriste, à vouloir faire tomber les gouvernements Abe puis Fukuda, mais qu'on soumette la sécurité aux mêmes tactiques me laisse pantois.

Ancien Premier ministre, Kaifu Toshiki souligne l'opportunisme, mais aussi le sens politique d'Ozawa.

Je déjeunais récemment avec un membre du Minhote qui me disait qu'Ozawa avait changé. C'est le cas concernant les questions de

sécurité. La première guerre du Golfe a eu lieu quand j'étais Premier ministre. Ozawa était alors président et secrétaire général du PLD, et il s'est réjoui quand les États-Unis ont demandé au Japon de « montrer le drapeau sur le terrain ». Au moment de la préparation du projet de loi sur les activités de maintien de la paix de l'ONU, en octobre 1990, j'étais en déplacement à Oman quand j'ai reçu un coup de fil d'Ozawa. Le ministère des Affaires étrangères, proche des États-Unis, poussait activement pour l'adoption d'une loi, et Ozawa accompagnait leurs efforts. Nous avions aussi à l'époque le problème de notre excédent commercial avec les États-Unis, et Ozawa me dit que les relations avec eux se dégraderaient considérablement si l'on n'y allait pas. J'ai attendu d'être de retour pour faire connaître ma décision.

Depuis qu'Ozawa est président de l'opposition, il adopte des positions complètement contraires : il s'oppose au déploiement des FAD dans l'océan Indien et veut donner à la coopération avec l'ONU la priorité sur l'alliance avec les États-Unis. Il affirmait qu'un déploiement était inconstitutionnel dès lors qu'il n'était pas fondé sur une résolution du Conseil de sécurité⁷, mais il s'oppose aujourd'hui au déploiement des FAD dans l'océan Indien : on ne peut y voir qu'une tactique politique.

Mais c'est quelqu'un qui a aussi une vision et qui a eu de la chance : au moment des élections de 1990 qui ont eu lieu après les scandales Lockheed et Recruit et l'introduction de la taxe à la consommation, Ozawa m'a dit : « Le bloc de l'Est s'effondre. Venez en Europe avec moi, faisons un discours qui marquera et plaçons ces changements au cœur de la campagne. » Il proposait de faire campagne sur la fin du socialisme et pour le libéralisme. J'étais d'accord avec lui, nous sommes allés en Europe, avons rencontré le Premier ministre est-allemand, qui nous a dit : « Nous avons construit le communisme selon les manuels, mais l'Allemagne de l'Ouest s'est mieux développée parce que les manuels se trompaient. » De retour au Japon, nous avons de ces formules vivantes, tirées du terrain, à rapporter et nous les avons répétées à l'envi. Nous avons renversé la tendance d'alors, écrasé l'opposition dont le Parti socialiste était le plus grand parti, et nous avons assuré au PLD, seul, la moitié des sièges.

⁷ *NdT* : Ozawa n'affirmait pas pour autant que tout déploiement basé sur une résolution du CSNU serait constitutionnel.

Enseignant à l'université de Kyôto, Nakanishi Terumasa retrace la carrière d'Ozawa.

La carrière d'Ozawa Ichirô a connu trois périodes. La première commence en 1969 quand il devient la figure montante de la faction Tanaka (Keiseikai). La deuxième s'ouvre en 1993, quand il quitte le PLD pour créer le Shinseitô et participe à la coalition anti-PLD de Hosokawa, avant de créer successivement plusieurs partis, le Shinshintô, puis le Jiyûtô, pendant la décennie qui suit. La dernière période démarre en 2003, quand il s'associe au Minshutô et en devient le président à la suite de « l'incident de l'e-mail » [qui conduit Maehara Seiji à démissionner].

Entre sa première élection à 27 ans et sa scission du PLD à 51 ans, il aura passé vingt-quatre années, soit la moitié de sa carrière d'homme politique, au PLD comme poulain de Tanaka et de Kanemaru, quand la voie du succès lui semblait ouverte. Puis, il s'est mué en « homme de la réforme ». Le Minshutô, qui s'était forgé une identité anti-Ozawa, s'est lui aussi reconverti, et durant les cinq années pendant lesquelles il a assuré la présidence du parti, le « nouvel Ozawa » s'est fait modeste. On l'a pourtant bien retrouvé l'année dernière quand a été évoquée la possibilité de la formation d'une coalition PLD-Minshutô.

Pourtant, dès la « vision pour une réforme du Japon » qu'il publie après avoir quitté le PLD, s'affirme une orientation politique claire qu'il maintient avec l'onucentrisme dont il fait preuve pendant la [première] guerre du Golfe, sous les gouvernements Hosokawa, puis Hata : au fond, le contexte a peut-être changé plus qu'Ozawa. Plutôt que d'être fidèle à des hommes, Ozawa est fidèle à des idées, à une politique idéale plutôt qu'à un parti.

Kaneko Masaru[§], « Destruction de l'économie ou voie de la nouvelle croissance ? » [Keizai hôkai ka, atarashii seichô kidô ka], *Sekai*, novembre 2008, p. 120-128.

L'économiste Kaneko Masaru critique la politique mise en œuvre par M. Koizumi entre 2001 et 2006.

La démission de deux Premiers ministres consécutivement trahit incontestablement une perte d'autorité des leaders. Mais c'est

[§] Professeur d'économie à l'université Keiô.

précisément au moment où a été discutée l'adoption de mesures économiques d'urgence que le gouvernement Fukuda a pris fin. Ces mesures ont symbolisé l'échec du gouvernement de coalition PLD-Kômeitô. Le budget extraordinaire que voulait faire voter Fukuda a enflé de 18 000 milliards de yens de dépenses : le Kômeitô, pris d'une frénésie préélectorale, avait demandé des baisses d'impôt qui y ont été intégrées. 20 000 milliards manquaient pour équilibrer le budget. Comme la morosité économique laissait présager des baisses de rentrées fiscales, c'étaient en fait 60 000 milliards qui manquaient. Alors que, au moment des élections de 2007, PLD et Kômeitô avaient dénoncé l'allocation de 40 000 milliards aux familles et le revenu minimal agricole de 10 000 milliards proposés par le Minshutô, le Kômeitô, qui aurait dû dénoncer le Minshutô aux côtés du PLD, a promis ces 20 000 milliards de réductions fiscales.

Après les élections de 2005, déjà, des divergences étaient apparues entre les deux partenaires : les élections se sont jouées sur la réforme de la Poste. Aucune autre réforme n'a été soumise à la population, qui a donné 300 sièges à une majorité néoconservatrice favorable à un fondamentalisme de marché et militariste. Comme les réformes structurelles commençaient à être critiquées, il lui a cependant fallu trouver un compromis entre partisans des réformes structurelles et partisans d'un accroissement des dépenses publiques. Fukuda a hérité de cet équilibre délicat : en réalité, ce n'est pas la Diète, mais le PLD qui est divisé. A la suite des élections de 2005, les néoconservateurs et anciens conservateurs du PLD ont dû trouver des compromis dont ne sort rien de nouveau, alors même qu'une réévaluation des réformes de Koizumi est devenue impérative.

Tant que le Japon continuera sur cette voie sans issue, la situation sociale restera sombre. Les politiques anachroniques et erronées de Koizumi et de Takenaka ont mis en péril l'économie et lui ont fait perdre six années. Sur cinq points, elles ont constitué un échec :

1. Ces réformes ont voulu déplacer le capital et le travail des secteurs à basse productivité vers les secteurs à haute productivité en s'en remettant au marché pour ce faire. Mais la déréglementation financière et celle de l'emploi n'ont produit que des scandales comme ceux qui ont impliqué le PDG de Murakami Fund et l'agence de placement Goodwill [en 2006 et en 2007], pas l'ouverture de secteurs de

croissance espérée. La compétitivité internationale du Japon décline, mais, quelle que soit la situation des États-Unis qui leur ont servi de modèle, ses dirigeants maintiennent le même cap. Takenaka Keizô affirme que le mal vient de trop de réformes et de leur interruption. Cela sonne comme une incantation.

2. La politique financière de Koizumi alliait les réformes structurelles et un objectif d'inflation, ce qui a encouragé les exportations. En pratiquant une politique de yen faible, il a fait passer la hausse des exportations pour de la croissance. L'objectif d'inflation a masqué le ralentissement des réformes structurelles et a rendu l'économie plus dépendante des exportations, particulièrement de la Chine : si la Chine entrait en récession, nous suivrions.

3. Les réformes Koizumi ont accru le nombre de travailleurs précaires en déréglementant le travail. Les inégalités qui en sont nées ont mis en péril les systèmes de protection sociale, médicaux et de retraite. La réforme portant sur la décentralisation, en réduisant les transferts de l'État aux collectivités, a accru les inégalités.

4. Koizumi et Takenaka, sous couvert de réaliser « un assainissement fiscal sans augmentation des impôts » et de « gouverner petit », ont réussi à augmenter la dette publique de 500 000 milliards de yens à 800 000 milliards et à répéter l'échec de Reagan jadis. Il a donc fallu poursuivre la politique des taux d'intérêt à 0%, sous peine de voir la dette s'alourdir encore.

5. Enfin, alors que l'on est confronté à une hausse des prix du pétrole et des matières premières qui exigerait une nouvelle politique énergétique, Koizumi, en suivant le gouvernement Bush, a raté l'occasion de placer le Japon en position de leader dans le domaine des énergies renouvelables.

Il faut revenir vers un emploi plus sécurisé et réformer radicalement les systèmes de retraite, médicaux et de protection sociale. Il est impossible d'envisager un régime unique de retraite autre que minimal, mais financer les retraites par une hausse de la taxe à la consommation est possible. Le ministère des Affaires sociales privilégie les positions du monde de la finance, des grandes entreprises et des organismes de santé.

Tahara Sôichirô, Edano Yukio, Shiozaki Yasuhisa, « Pourra-t-on surmonter les difficultés avec Asô et Ozawa ? » [Asô, ozawa de nankyoku wo norikoerareruka], Chûôkôron, janvier 2009, p. 98-107.

Journaliste de TV Asahi, Tahara Sôichirô interroge deux hommes politiques, Edano Yukio, représentant du Minshutô, et Shiozaki Yasuhisa, représentant du PLD et secrétaire général du cabinet dans le gouvernement Abe.

Tahara : Les gens ne comprennent plus rien à la politique ; chaque homme politique y va de sa remarque : est-ce pour se démarquer des déclarations maladroites d'Asô ?

Shiozaki : Ce qui est important en politique, c'est de ne pas brouiller les messages. Il n'y a pas eu de confusion quand j'étais secrétaire général et porte-parole du gouvernement Abe : quelques débats sur la question du déplacement de la base de Futenma et sur la réforme du statut des fonctionnaires, mais pas de confusion. L'exécutif doit canaliser les débats.

Tahara : Je compatis avec le secrétaire général Hosoda, sitôt qu'il parle de dissolution, la perspective des élections est reculée, et le deuxième budget extraordinaire ne va pouvoir être voté qu'au début de la session ordinaire de la Diète.

Shiozaki : La crise économique a nécessité une action rapide et a conduit à repousser l'échéance électorale.

Tahara : Le Japon entre dans une profonde récession. Le gouvernement Asô est-il disposé à agir ?

Shiozaki : L'économie est sa priorité, ce qui est une bonne chose. Mais la division de la Diète fait que, depuis un an, les gens voient la majorité et l'opposition se dépenser en échanges improductifs.

Tahara : Le Minshutô s'oppose, mais il ne fait pas de contre-propositions.

Shiozaki : Les deux partis peinent à changer leurs méthodes, qui sont dépassées. Je ne suis pas certain de ce point de vue que reculer les élections ait été favorable au PLD.

Edano : Le Minshutô n'a pas apprécié qu'Asô recule les élections tout en repoussant à début janvier le vote de l'enveloppe destinée à faire

face à la crise. Quelle que soit l'issue des élections, le gouvernement qui en sortira ne pourra qu'être plus fort que le gouvernement actuel, ce qui lui permettra de gérer la crise mieux que lui.

Shiozaki : Asô a voulu dégager la gestion de la crise des préoccupations électorales.

Edano : C'est bien pour cela qu'il fallait, après l'annonce, le 30 octobre, des mesures anti-crise, présenter le projet de loi et en débattre dans la semaine. Mais le gouvernement a hésité sur son montant...

Tahara : Si le projet n'avait pas été soumis avant la fin de la session extraordinaire et que son vote était remis à la session ordinaire, début janvier, que feriez-vous ?

Shiozaki : Cela créerait des remous dans le parti.

Tahara : La cote de popularité d'Asô a baissé de moitié depuis sa nomination. Est-ce que c'est la raison pour laquelle il repousse les élections : parce qu'il redoute un combat perdu d'avance ?

Edano : Je ne sais pas ce qu'en pense Ozawa, mais je trouve pour ma part que ce délai supplémentaire profite au Minshutô.